

Bulletin n° 467

Le 28 novembre 2018

## NOUS NE FAISONS QUE COMMENCER À EXERCER NOTRE POUVOIR

Le gouvernement s'est rangé du côté de Postes Canada. En imposant une loi de retour au travail, il nous condamne à souffrir davantage, à subir des accidents et à effectuer du travail non rémunéré. Mais l'harmonie dans les relations de travail ne s'impose pas au moyen d'une loi. Postes Canada a la capacité de réaliser de grandes choses pour les gens et les collectivités, tout en créant de bons emplois stables et sans danger. Et pourtant, nous revoilà dans cette situation familière où le gouvernement prend parti pour les intérêts des plus riches du pays, prouvant encore une fois que ce sont les grandes entreprises qui contrôlent vraiment le pouvoir politique.

Durant tout le processus de négociation, la ministre du Travail, Patty Hajdu, a répété qu'elle avait l'impression d'être un parent intervenant auprès de deux enfants qui se querellent, ce qui fait d'elle une bien mauvaise mère. Elle a souvent parlé de l'importance des conventions collectives négociées. Toutefois, elle a aussi inventé des histoires au sujet de retards aux postes et de personnes retraitées qui n'auraient pas reçu leurs chèques, tout cela pour justifier l'adoption à la hâte d'une loi de retour au travail. M<sup>me</sup> Hajdu a raconté qu'un dénommé « Jack » lui avait dit qu'il risquait d'être expulsé de son logement en raison du retard de son chèque de prestation d'invalidité. Le bureau de la ministre a par la suite confirmé que cet homme n'existe pas.

Nous avons ici affaire à une femme politique tellement cynique qu'elle n'hésite pas à inventer des histoires pour parvenir à ses fins, pendant que nos membres continuent de se blesser au travail et que la direction bloque la distribution de la poste-lettres.

Les dés étaient pipés, mais nous pouvons répondre au pouvoir par le pouvoir. Courage! Il n'y a pas qu'un seul camp dans cette histoire. Vous avez montré votre force, et vous ne faites que commencer à le faire. Certains demanderont peut-être : À quoi bon faire la grève pour de meilleures conditions de travail lorsque le jeu bénéficie aux patrons et que les dés sont pipés d'avance? Aujourd'hui, nous devrions tous prendre une grande respiration. Il ne faut pas se décourager. Notre lutte est passée à une nouvelle étape. Nous avons forcé les gens au pouvoir à déclarer ouvertement leur allégeance, et celle-ci n'est pas du côté des personnes qui sont obligées de travailler comme des machines et d'effectuer du travail non rémunéré.

### NOUS AVONS FAIT L'OBJET D'UN COUP MONTÉ

La crise qui a mené à l'adoption de la loi libérale de retour au travail était un coup monté. Il s'agissait d'une crise fabriquée de toutes pièces, d'une manigance malhonnête.

.../2



Nous savons que la direction a empêché la distribution de la poste-lettres. Nous savons qu'elle a exagéré l'ampleur du retard dans le traitement du courrier. La crise était fictive. La vraie crise est celle que vivent nos membres qui travaillent dans la douleur et qui effectuent du travail pour lequel ils ne sont pas rémunérés. La précarité et le manque de respect au travail sont une véritable épidémie. Toute personne raisonnable, plus honnête que les parlementaires libéraux, sait bien que la population continue à recevoir du courrier. À moins, bien sûr, que sa livraison ait été retardée par la direction de Postes Canada, comme dans le cas de la poste-lettres.

## LA LUTTE N'EST PAS FINIE

Notre vrai pouvoir réside dans le travail que nous effectuons, dans les liens que nous tissons et dans notre vie au quotidien. Le pouvoir survient lorsque nous sommes solidaires et que nous prenons conscience que la douleur a assez duré. Il découle de la dignité dont nous faisons preuve lorsque nous disons « ça suffit! » Il repose sur l'unité et se manifeste lorsque nous nous percevons non seulement comme des individus, mais aussi comme une force collective croissante. Nous détenons le vrai pouvoir et nous pouvons continuer de l'exercer. Le Parlement n'a de pouvoir que si nous lui en accordons.

Le legs de ce gouvernement, ce sera d'avoir violé la *Constitution* canadienne, d'avoir menti pour faire adopter une loi et d'avoir laissé entendre à Postes Canada qu'elle n'avait pas à négocier. Une nouvelle étape de la lutte commence. Jamais nous n'accepterons que les travailleuses et travailleurs continuent d'écopier afin de plaire à de riches sociétés et à des politiciens malhonnêtes. La lutte n'est pas finie.

Les libéraux approchent d'une année électorale. N'oublions pas ce qu'ils ont fait, mais n'oublions pas non plus que nous n'avons pas besoin d'attendre les élections pour bâtir notre pouvoir et changer le cours des choses.

Restez à l'affût et solidaires. Aujourd'hui, nous ne sommes pas des victimes; nous sommes plutôt un géant qui s'est trop longtemps fait bousculer, mais qui se réveille. C'est ce qui arrive lorsqu'un gouvernement malhonnête pense qu'il peut violer la *Constitution* et nous infliger encore plus de douleurs et de blessures. Nous ne faisons que commencer à exercer notre pouvoir.

Solidarité,



Dave Bleakney  
2<sup>e</sup> vice-président national

2015-2019/Bulletin n° 467

/bt sepb225 scfp1979

